

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 08/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VI ICPE 01/10/2024 - VAT20240519
Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement KNDS Ammo France implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'un exercice POI et PPI au cours duquel l'inspection est demeurée dans le bâtiment abritant le local POI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KNDS AMMO FRANCE a pour activité la fabrication de munitions.

Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	60 jours
4	SGS : Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5	Demande d'action corrective	60 jours
5	Etat des matières stockées pour les services de secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	60 jours
6	Etat des matières stockées pour le grand public	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	60 jours
8	premiers prélèvements et remise en état	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fréquence de mise à jour du POI	Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100	Sans objet
3	Fréquence des exercices POI	Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100	Sans objet
7	Test d'un scénario POI	Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ; i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Documents consultés : - POI du 20/12/2023 approuvé le 05/06/2024 ; - procédure NMU-PR-12-05-IN01 Ind. A « schéma d'alerte » du 01/04/2020, transmise par courriel du 03/09/2024 ; - procédure NMU-PR-12-05-IN02 Ind. A « organisation de la cellule de crise » du 01/04/2020, transmise par courriel du 03/09/2024.

Aux chapitres 2.5 et 3 du POI, il n'est pas traité des installations ne mettant pas en œuvre de matière pyrotechnique, par exemple au quartier S alors que le scénario du présent exercice porte sur un bâtiment de ce quartier ; de même la douillerie (28S) a déjà été touchée par un incendie qui a détruit le bâtiment et conduit au déclenchement du COD en 2021.

Le schéma d'alerte et l'organisation de la cellule de crise sont rédigés dans des procédures distinctes du POI.

Le POI ne détaille pas les mesures à prendre par chaque acteur/fonction du POI pour maîtriser la situation ou l'événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles. Par exemple, le POI ne précise pas les coordonnées des services à contacter et ne contient pas les fiches réflexes de toutes les fonctions du POI.

Le POI ne comporte pas de plan matérialisant les réseaux (eau, gaz..) et l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie évoqués au chapitre 2.4.2.1 du POI (PI, RIA, réserves d'eau, bassins de confinement avec organe de commande...).

Constat : Le POI établi par l'exploitant n'est pas un document autoportant qui comprend l'ensemble des informations attendues. L'exploitant est notamment invité à revoir les critères de déclenchement du POI pour intégrer les événements touchant des installations ne mettant pas en œuvre de matières pyrotechniques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Fréquence de mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre

<p>par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - POI du 20/12/2023 approuvé le 05/06/2024 ; - avis favorable du CSSCT du 10/07/2024. <p>Les précédentes mises à jour du POI datent des 16/12/2021 et 06/05/2020.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Fréquence des exercices POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compte rendu de l'exercice POI du 24/11/2023. - extrait du Système de Gestion de la Sécurité NMU-PR-12-00-IN01 Ind. A du 18/08/2020 (partie 5), transmis par courriel du 18/09/2024. <p>Le compte rendu fait référence à des exercices annuels depuis 2018.</p> <p>Le SGS prévoit une fréquence annuelle.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SGS : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

5. Gestion des situations d'urgence

[...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats :

Documents consultés :

- procédure "Gérer les situations d'urgence" - AQ-NMU-093 nd. B du 26/11/2020, transmise par courriel du 18/09/2024;
- extrait du Système de Gestion de la Sécurité NMU-PR-12-00-IN01 Ind. A du 18/08/2020 (partie 5), transmis par courriel du 18/09/2024.

La procédure de gestion des situations d'urgence ne fait référence ni au POI ni au SGS.

Le SGS ne fait pas référence à ladite procédure mais fait référence au POI dans sa partie 5 relative à la gestion des situations d'urgence.

Le périmètre du SGS (défini en introduction) apparaît trop restrictif au regard des observations formulées au point de contrôle n°1, notamment sur le fait que le quartier S n'est pas inclus.

Le chapitre relatif à la gestion des situations d'urgence (plus spécifiquement au POI) du SGS ne détaille pas les points suivants :

- la fréquence minimale de renouvellement des formations dispensées au personnel (acteurs du POI et intervenants sur le terrain) ;
- l'analyse des enseignements à tirer des exercices POI (compte rendu, plan d'action) ;
- la fréquence minimale et les motifs de mise à jour du POI.

Constat : L'articulation et la cohérence entre la procédure de gestion des situations d'urgence, le SGS et le POI n'est pas pleinement assurée. Le SGS est à compléter au vu des observations de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Etat des matières stockées pour les services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

[...]

Constats :

Lors de l'exercice, l'exploitant est en mesure de présenter, au format papier, un état des matières dangereuses stockées dans le bâtiment 11S dans lequel l'incendie est simulé.

Toutefois, l'extrait consulté par l'inspection appelle les remarques suivantes :

- l'alcool éthylique 95 % est rattaché à la rubrique 4331 mais aucune mention de danger n'est mentionnée ;
- à l'inverse, plusieurs produits comportent la mention de danger inflammable ou toxique sans être rattachés à une rubrique 4xxx.

L'exploitant déclare que l'état est édité chaque matin.

L'exploitant est mesure de présenter les fiches de données de sécurité des produits en consultant une base de données informatisée.

Constat : L'état des matières dangereuses stockées au bâtiment 11S comportent des incohérences en matière de rubrique ICPE et de mentions de danger.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Etat des matières stockées pour le grand public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

[...]

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

[....]

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks au format requis.

La circulaire T661 de FRANCE CHIMIE peut être utilisée dans le cadre de l'élaboration de ce format d'état des stocks.

Constat : L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Test d'un scénario POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
Prescription contrôlée : [...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]
Constats : Le scénario retenu pour l'exercice POI et PPI objet de la présente visite d'inspection est : départ de feu au local 11S. Lors de l'exercice, l'inspection note les points positifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - déclenchement rapide du POI par le DOI ; - recensement des acteurs du POI avec tableau de présence ; chaque fonction, qui comporte plusieurs personnes, dispose d'une salle/zone dans laquelle se trouvent les matériels et documents utiles (plans, fiches, données techniques, radio, anémomètre, téléphones, postes informatiques ...) ; - utilisation d'outils de visualisation et de traçabilité de l'évènement (tableaux, cartes) ; - mise en œuvre des mesures de mise en sécurité (coupure des énergies, confinement des eaux d'extinction) ; - autonomie électrique du bâtiment dédié au PC de sécurité et à la cellule de crise grâce à un groupe électrogène. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : premiers prélèvements et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : [...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constats :

Document consulté :

- protocole « Post-Lubrizol » : gestion de l'impact environnemental CLC - KAF-PR-12-05-IN10_FR Ind. A du 03/06/2024, transmis par courriel du 03/09/2024.

Ce protocole n'est pas intégré au POI.

Contrairement à ce qui est prévu en pages 11 et 12 du protocole, il revient à l'exploitant de prévoir les dispositions nécessaires pour la réalisation des premiers prélèvements en phase d'urgence.

Lors de l'exercice, l'exploitant déclare avoir contractualisé avec un bureau d'études qui peut intervenir dans un délai de 24 à 48 heures, délai qui n'apparaît pas compatible avec la réalisation de prélèvements en phase d'urgence.

L'avis du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement mentionne notamment que : "Ces premiers prélèvements environnementaux, à mettre en œuvre dès la phase d'urgence, ont pour objectif d'apporter des premières indications sur la signature chimique des émissions, afin d'une part de confirmer la pertinence des dispositions prises pour protéger les personnes, et d'autre part d'informer la population de façon factuelle sur l'événement en cours."

La liste des substances présentée en page 13 n'est pas cohérente avec celles affichées en annexes 1 et 4. L'amiante n'est pas citée.
Les matrices eaux et végétaux ne sont pas évoquées en annexe 4.

Constat : L'exploitant ne prévoit pas de réaliser des prélèvements en phase d'urgence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours